

Document pour la presse
DICOURS D'OUVERTURE DE MAXIME BONO,
Député de Charente Maritime, Maire de La Rochelle
UNIVERSITE D'ETE DU PARTI SOCIALISTE / AOUT 2011

Contact : Anne MICHON / Attachée de presse / 06 17 01 43 72 / anne.michon[a]agglo-larochelle.fr

« Chers Amis, Chers Camarades, Bonjour,

Emmanuel MAUREL et Harlem DÉsir m'invitent à ouvrir les travaux de notre Université, et au nom de tous les militants socialistes de Charente-Maritime, au nom de tous les militants socialistes de la région Poitou-Charentes et de très nombreux Rochelais, **je veux d'abord vous souhaiter la bienvenue ici à La Rochelle.**

Dans cette ville, qui depuis 40 ans, se reconnaît dans les valeurs de la Gauche.

Depuis qu'en 1971, Il y a 40 ans, socialistes et radicaux de gauche rassemblés, autour de Michel CRÉPEAU dont je me plais à rappeler ici l'amical souvenir, l'emportaient à La Rochelle dès le premier tour...

...Et cela s'est renouvelé par 7 fois depuis.

Et j'ai plaisir à saluer par anticipation, Jean Michel BAYLET, Président des Radicaux de Gauche qui dès demain participera lui aussi, dans cette ville et dans cette salle, avec ses convictions si proches des nôtres, mais avec sa sensibilité, ses priorités et ses propositions qui lui sont propres, à ce grand exercice démocratique que nous proposerons aux français à l'occasion des primaires dans maintenant à peine 7 semaines.

Mais je veux surtout saluer très chaleureusement toutes les candidates et tous les candidats aux primaires ici présents, qui toutes et tous ont droit à notre estime, à notre gratitude et je dirais même aussi à notre admiration tant il est difficile, complexe, exigeant surtout, éprouvant aussi, de se préparer pour exercer la plus haute des responsabilités de la République, et je vous propose de leur réserver, en ouverture de nos travaux une immense ovation !

Mes chers Camarades, c'est sans doute la première des tâches qui nous incombera sitôt nos travaux terminés, que de préparer la réussite de nos primaires, dont l'inquiétude qu'elles ont suscité au sein de l'UMP suffit à prouver combien elles participent de la voie qui mènera les forces de gauche à la victoire !

Car n'en déplaise à bien des commentateurs, **notre Université n'est pas le début des primaires, elle n'en est pas non plus la première étape.**

Comme chaque année, notre Université sera un moment fondamental dans la vie de notre Parti, celui où nous allons confronter nos visions du monde et de la société, pas seulement entre nous, pas seulement entre les différentes approches qui existent au sein de notre Parti, mais aussi, et Emmanuel Maurel y est pour beaucoup, avec l'approche que **des penseurs, des artistes, des chercheurs ont de la complexité de ce monde sur lequel nous voulons peser, que nous voulons transformer et pas seulement mieux gérer.**

... ce qui de vous à moi, ne serait pas vraiment un exploit au vu de la gestion calamiteuse de la Droite ...

Et comme chaque année, nous saurons ne pas nous tromper de moment et remplir notre premier devoir de militant, qui est de participer à l'élaboration de la pensée de notre Parti, à créer de la pensée politique, et enrichir notre corps de doctrine politique.

Ensuite, et très bientôt, une autre tâche nous attendra : nous aurons à faire vivre le débat des primaires dans notre pays pour que 2012 soit l'année du changement !

Car il est grand temps que les choses changent !

Et pour cela notre Université doit être exemplaire !

Exemplaire en terme de **respect**, exemplaire en terme d'**unité**, et je n'ai aucune crainte à ce sujet.

Et puisque M. Bussereau, dont chacun connaît ici bien plus le côté facétieux que le côté bâtisseur, a offert des casques de chantier à chacun de nos candidats, et bien faisons-en le symbole de notre volonté d'aborder bien équipés et regroupés le grand chantier du **redressement de nos finances**, de **l'éducation**, de la **justice fiscale**, de la **redistribution des richesses**, du **rétablissement des services publics**, de **l'égalité des citoyens**, de la **lutte contre le chômage et la précarité** dans notre pays !

Et quand on connaît la virulence des attaques de la Droite contre ces chantiers que nous comptons bien entreprendre, en effet des casques de chantier ne seront pas de trop !

Car hélas, notre Université s'ouvre dans un climat détestable, non pas dans notre Parti mais bel et bien dans notre pays !

Ceux qui nous dirigent s'emparent de la crise que leur mauvaise politique a générée, pour demander toujours plus de sacrifices aux plus humbles et préserver le bien-être des puissants.

Car tout est bon pour affaiblir les moyens de l'État, pourtant seul garant des politiques de solidarité et de l'intérêt général dans notre pays.

Tout est fait pour ouvrir de nouvelles brèches dans les services publics et permettre aux intérêts particuliers de s'y engouffrer.

Et alors que la crise gronde, que de jour en jour un effondrement de l'économie mondiale menace, que les marchés dictent chaque minute un peu plus leur loi absurde et myope, voilà qu'au lieu de s'interroger sur la logique folle de ce système destructeur de toute valeur humaniste, **M. SARKOZY capitule en rase campagne devant les exigences des spéculateurs !**

Et oubliant les promesses de régulation qu'il avait brandies en 2008, il nous propose ce qu'il appelle : une « règle d'or », qui ne consiste, ni plus ni moins, que dans l'inscription dans la constitution de l'interdiction de créer du déficit public !

La belle affaire !

La règle d'or serait, me semble-t-il, de laisser aux générations à venir un monde où les ressources naturelles ne seraient pas épuisées, où le profit immédiat et le court terme ne seraient pas la règle directrice, où l'éducation serait considérée comme un investissement et non pas une charge !

Non, selon M. SARKOZY, la règle d'or c'est dépenser moins pour spéculer plus !

Alors, permettez-moi de faire quelques rappels.

Le premier est que tout combat politique est un combat de mots, un combat sémantique et que celui qui impose ses mots l'emporte. Et que parler de règle d'or, nommer une chose pour ne la décrire que confusément rappelle furieusement « le travailler plus pour gagner plus » dont ceux qui s'étaient laissés séduire par la formule ont compris depuis ce qu'elle signifiait vraiment !

L'interdiction des déficits publics n'a rien d'une règle d'or ! C'est au contraire une règle dure, une règle douloureuse, une règle qui ne frappera que les plus fragiles sur qui pleuvront ces coups de règles, une règle qui réduira les moyens de la solidarité et épargnera les plus nantis.

Les dernières mesures annoncées par M. FILLON en sont la parfaite illustration.

200 millions seront demandés aux plus riches... mais pour 2 ans seulement... et comme il faut trouver 11 milliards, les 10 milliards 800 millions restants seront payés par tous les autres...

On comprend que le gouvernement en soit désormais réduit à taxer les sodas et les parcs de loisirs !

Et M. FILLON ose même nous dire sur TF1, je cite : « c'est une mesure de solidarité. Il

faut, pour que tout le monde accepte cet effort, que les plus riches soient mis à contribution ».

200 Millions pour les plus riches, 10 milliards pour tous les autres !

C'est cela la solidarité selon M. FILLON, comme pour M. SARKOZY. Il aurait pu pourtant, supprimer la niche COPPE qui exonère de plus values les ventes de filiales des grands groupes. Elle aura coûté plus de 20 milliards d'euros en 3 ans et ça va continuer ! Je vous laisse juge.

Voilà pourquoi, disons-le aussi, il y a quelque chose d'indécent à voir ceux qui depuis 2002, à coup de réductions d'impôts pour les plus fortunés, ont créé les déficits que nous connaissons aujourd'hui, venir donner des leçons de responsabilité.

A voir les incendiaires se travestir en pompiers vertueux !

Et nous avons raison de dire non à cette mascarade qui atteint des sommets de cynisme, d'incompétence et surtout de renoncement du politique devant les marchés, c'est-à-dire tout simplement devant les spéculateurs.

Alors bien-sûr, nous savons bien que nous n'allons pas changer d'un seul coup d'un seul l'ordre du monde, mais nous savons aussi que **le redressement de notre pays se fera par un contrat de vérité avec les français** qui leur garantira avant tout une plus juste répartition des efforts et des richesses.

Car l'aspiration à la justice et à l'égalité est plus forte que jamais chez nos concitoyens, tant ils ont conscience que **ces deux valeurs, qui devraient guider l'action politique, ont été ces dernières années particulièrement foulées aux pieds...**

Mais **pour important que soit ce débat** qui conditionne aussi l'avenir de nos services publics, la capacité de mettre en œuvre la puissance publique, et **pour angoissante que soit cette crise** dans laquelle tant de nos contemporains, au-delà même de nos frontières, ont la crainte d'être broyés, **d'autres sujets sont tout aussi préoccupants.**

Souvenons-nous, l'année dernière, ici même, nous nous inquiétions et combattions avec beaucoup d'autres les dérives de M. SARKOZY dans son scandaleux discours de Grenoble, complaisamment et odieusement mis en œuvre par M. HORTEFEUX.

Depuis, M. GUÉANT a fait la preuve qu'il pouvait aller plus loin encore dans **la démagogie et l'abjection.**

Hélas, son annonce estivale de dépasser les objectifs d'expulsion et d'en battre cette année le record absolu, sans être passée vraiment inaperçue, n'a pas non plus soulevé une immense émotion, un peu comme si beaucoup se résignaient désormais dans l'attente d'un

changement qu'ils espèrent dans 8 mois.

Nous ne pouvons admettre cette résignation, fût-elle très provisoire et signe d'un appétit de changement.

Et nous devons aussi mener tous ces combats militants.

Ce n'est certes pas un sujet facile et bien-sûr, beaucoup d'entre nous, et j'en suis, s'interrogent encore sur la juste position en la matière. Mais c'est précisément en nous engageant, en échangeant, en défendant notre conception des Droits de l'Homme qui parfois ne coïncide pas immédiatement avec les demandes des citoyens, que des principes d'action pourront être posés, défendus et compris.

C'est pourquoi, afin de protéger des familles en attente de reconnaissance du droit d'asile, installées, entourées et intégrées à La Rochelle, **les élus rochelais ont décidé de mettre en place, avec l'aide d'associations ou de simples citoyens, une vigilance particulière** pour éviter que dans la torpeur de l'été des expulsions hâtives ne soient prononcées.

Hélas, cela n'aura pas suffi pour l'une d'entre elles, et vous pourrez trouver auprès du stand de la section socialiste de La Rochelle un **document de soutien**, une pétition que je vous invite bien-sûr à consulter.

Pour conclure, mes chers camarades, je vous disais que cela faisait désormais 40 ans que les forces de Gauche sont en situation de responsabilité dans cette ville. C'est à dessein que je me suis abstenu de vous dire que cela faisait 40 ans que La Rochelle était gérée par la Gauche.

Car notre ambition et notre devoir est d'aller bien au-delà d'une simple gestion ; elle est de prouver tous les jours que, puisque notre destin est commun, nos solutions doivent l'être aussi et que les actions solidaires sont toujours plus riches que celles prônées par la Droite qui fait de la concurrence entre les marchés, entre les peuples, entre les territoires et finalement entre les êtres humains, le seul moteur des actions humaines.

Alors oui, je forme le vœu que notre Université 2011 nous aide à mieux comprendre ce qui se joue autour de nous en ce moment pour que nous soyons mieux préparés au changement tant attendu en 2012 !

Je forme le vœu qu'elle soit le préalable studieux à notre rencontre avec les français à l'occasion des primaires.

Et au nom de tous ceux qui œuvrent depuis de longues semaines et qui, 3 jours durant vont vous accompagner, au nom de ces merveilleux militants de la Charente-Maritime qui attendent tant de nous tous, **je vous dis bons travaux et très bon séjour à La Rochelle !** »

(Seul le prononcé fait foi)